

BALKANS L'Italie a adopté, mercredi 19 mars, des mesures exceptionnelles pour faire face à l'afflux de réfugiés albanais sur ses côtes. Selon le ministre de l'intérieur, Giorgio

Napolitano, 10 619 Albanais sont arrivés en Italie depuis le début de la crise. ● L'ÉTAT D'URGENCE « décrété sur tout le territoire, jusqu'au 30 juin, doit permettre une meilleure

coordination des différentes administrations et des services concernés par l'accueil de ces réfugiés. Les décrets adoptés, mercredi, limitent leur durée de séjour et prévoient le ren-

voi dans leur pays des réfugiés jugés dangereux. ● UN CALME très relatif prévalait jeudi en Albanie, où l'on assiste à une recrudescence de la violence criminelle. ● EN MACÉDOINE,

où l'importante communauté albanaise a tendance depuis quelques mois à se radicaliser, les autorités redoutent le développement de trafic d'armes avec l'Albanie voisine.

L'Italie adopte des mesures d'urgence face à la vague de réfugiés albanais

Les nouveaux décrets limitent la durée de séjour et prévoient le renvoi des éléments jugés dangereux.

Plus de 10 600 personnes ont traversé l'Adriatique depuis le début de la crise. La population côtière, inquiète et débordée, demande l'aide de Rome

ROME

de notre correspondant

Pour faire face à l'afflux de réfugiés albanais, qui sont désormais plus de dix mille, le gouvernement italien a adopté, mercredi 19 mars, lors d'un conseil des ministres extraordinaire, un décret-loi instaurant l'état d'urgence sur tout le territoire jusqu'à la fin du mois de juin. Cette mesure exceptionnelle vise à réglementer l'exode et à secourir la lourde machine administrative italienne en donnant à Franco Barberis, sous-secrétaire pour la protection civile, et à Giannicola Sinisi, numéro deux du ministère de l'intérieur, des pouvoirs accrus pour le premier dans le domaine humanitaire et le second sur le terrain sécuritaire.

Ce décret permet aux *boat people* albanais de bénéficier d'un permis provisoire de séjour de deux mois pouvant être prolongé d'un troisième mois pour tous ceux qui ont besoin d'une « protection temporaire » en raison de « dangers d'insécurité personnelle ». Par ailleurs, le texte prévoit la séquestration des bateaux utilisés pour la traversée du détroit d'Otrante. L'intensification de la surveillance de ce lieu de passage entre les deux rives de l'Adriatique et l'expulsion en Albanie de tous les ressortissants jugés dangereux pour la sécurité nationale.

Cette dernière mesure se heurte déjà à des difficultés puisque le gouvernement albanais a demandé de différer le rapatriement de

289 personnes jugées indésirables en raison de leurs activités criminelles. Tirana a demandé un sursis de trois à quatre semaines afin de pouvoir réorganiser sa police et son système carcéral. De nombreux détenus échappés des prisons lors des troubles ont en effet profité des départs en masse pour quitter le territoire albanais en se joignant aux réfugiés, ce qui inquiète la population italienne. Les Albanais sont souvent accusés d'être à la tête des réseaux de prostitution et de trafic de drogue dans la péninsule. Plusieurs gangs ont déjà été démantelés dans le Nord et dans les Pouilles. En plus, les autorités italiennes ont découvert qu'il existait aujourd'hui des plantations

de marijuana dans le sud de l'Albanie, à tel point que l'on parle désormais de « Colombie méditerranéenne ».

LES PROFITEURS

De nombreux réfugiés ont protesté contre cet amalgame entre les réfugiés authentiques et les profiteurs du mouvement. « Nous ne sommes pas des criminels », déclarent ceux qui ont fui l'anarchie albanaise. Beaucoup d'entre eux ont cependant reconnu avoir payé très cher leur passage de l'autre côté de l'Adriatique à des chefs de bande qui ont organisé le départ des bateaux. D'autre part, comment faire la différence entre immigrés clandestins et authentiques ré-

fugiés ? Des Iraciens et des Pakistanais ont été découverts sur certaines embarcations.

Cet aspect des choses s'ajoutant à l'impression d'un afflux massif a provoqué un sentiment de rejet au sein de la population côtière, qui a l'impression de supporter seule le choc. La vague de 1991 a laissé certains traumatismes, et les élus locaux comme l'industrie touristique craignent les effets néfastes de ces arrivées massives à un peu plus d'une semaine des vacances de Pâques. Les problèmes d'organisation et d'accueil s'alourdissent pour un personnel débordé. Fatigués d'être en première ligne et conscients que le problème albanaise est loin d'être réglé, les habi-

tants des rives méridionales de l'Adriatique demandent que non seulement le reste du pays leur vienne en aide, mais aussi la Communauté européenne, car, comme l'a dit le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, « l'Italie ne peut pas être la seule à aider ce pays à se reprendre ».

Lamberto Dini, ministre italien des affaires étrangères, a reçu mercredi son homologue albanais Arjan Stavara afin de coordonner l'action humanitaire du gouvernement de Rome avec celui de Tirana. L'Italie est cependant « prête à faire sa part pour venir au secours de l'Albanie », comme l'a confirmé M. Dini.

Michel Bole-Richard

Le gangstérisme prend le pas sur l'insurrection

C'est cependant installé, l'impression que personne ne détiendrait l'autorité nécessaire pour résister à d'éventuelles attaques de bandes armées. « Ce retour au calme est trompeur, dit un journaliste albanais. Il n'y a en fait plus aucune règle, plus aucun pouvoir. C'est encore le chaos, moins spectaculaire parce qu'il n'y a presque plus rien à piller ». D'où la peur que les pilars s'attaquent maintenant aux biens privés et aux habitations, ce qui fut jusqu'à présent rarement le cas.

Le gouvernement a dépêché, mercredi 19 mars, d'imposantes forces de l'ordre à l'aéroport de Tirana-Ripas. Bien qu'officiellement ouvert, l'aéroport ne va toutefois pas accueillir de vols commerciaux avant la semaine prochaine, les compagnies internationales préférant attendre jusqu'à la fin du premier ministre, Bashkim Fino, souhaite surtout afficher sa détermination à rétablir l'ordre, alors qu'une délégation de l'Union européenne est présente à Tirana afin d'évaluer les besoins du pays.

Le ministre des finances a estimé que, après un mois d'émeutes insurrectionnelles et criminelles, l'économie albanaise s'est effondrée et que l'Etat « risque une paralysie financière totale ». Le gouvernement, qui craint une pénurie alimentaire, a réclamé une aide

humanitaire d'urgence. Les experts de l'Union européenne ont répondu prudemment en insistant sur le rétablissement de l'ordre, préalable à l'envoi d'une assistance internationale. Les Albanais « doivent nous aider pour que nous puissions les aider, a déclaré le diplomate néerlandais Jan de Marchant et d'Ansembourg, chef de la délégation. Ils doivent créer une situation telle que cette aide ne tombe pas entre de mauvaises mains. » M. d'Ansembourg a dressé un tableau peu reluisant de la situation. « La police est en miettes, il n'y a plus de prisons, plus de douanes, plus de gardes-frontières, pratiquement plus d'armée », a-t-il dit. Le diplomate a estimé que l'Albanie devait régler elle-même les principaux problèmes avant que l'UE s'engage à verser des fonds, et il a précisé que le nouveau gouvernement de « réconciliation nationale » paraissait « accomplir d'honnêtes efforts pour un retour à la normale ».

NÉGOCIATIONS REPORTÉES

Le gouvernement de M. Fino a choisi de concentrer son action sur le rétablissement de l'ordre dans la capitale Tirana et dans la ville portuaire de Durrës, les vitrines actuelles de l'Albanie. Bashkim Fino a même reporté les négociations qu'il devait avoir mercredi avec les

chefs des villes insurgées du Sud. Les comités populaires de ces villes, créés peu après l'insurrection, ont formé récemment un organe commun, dont les hommes forts sont le leader de Gjirokastr,

le Parti socialiste se sont clairement exprimés en faveur d'un maintien au pouvoir de leur adversaire Sali Berisha jusqu'aux prochaines élections parlementaires, on voit mal comment le gouverne-

ment pourrait obtenir que les insurgés déposent leurs armes. Un mystérieux « Comité de salut national » vient par ailleurs d'entrer en scène, menaçant de lever une armée si le gouvernement négociait avec les insurgés ; il serait, selon certains observateurs, une émanation de la police secrète (SHIK) restée aux ordres du président albanaise.

Un but de conquête pour l'Eglise de scientologie

Le ministre de l'intérieur du Land de Bavière, Gunther Beckstein, a accusé mercredi 19 mars l'Eglise de scientologie d'avoir cherché, dans les années 1989-1990, à « naviguer l'Albanie ». M. Beckstein se référait à des documents trouvés en 1996 lors de perquisitions au siège de l'organisation à Athènes. Soignant ses contacts avec le gouvernement de l'époque, elle voulait, selon le ministre, faire de l'Albanie « le premier pays purement scientologique ».

Aux yeux de M. Beckstein, ces tentatives infructueuses confirmeraient que le vrai but de l'Eglise de scientologie n'est pas d'exercer une influence religieuse, mais bien un pouvoir politique.

l'ancien général Agim Ghozita, et celui de Saranda, l'ancien colonel Xhevat Kociu.

Agim Ghozita a lancé un ultimatum à Tirana qui devait expirer jeudi 20 mars. Si le président Sali Berisha ne démissionne pas, les villes du Sud créent leur propre « conseil présidentiel ». M. Ghozita, qui affirme que les insurgés privilégient une solution politique à la crise, a indiqué qu'il ne coopérerait avec le gouvernement de Bashkim Fino que si celui-ci cessait d'entretenir des relations avec le président Berisha. Comme M. Fino et

ment pourraient obtenir que les insurgés déposent leurs armes. Un mystérieux « Comité de salut national » vient par ailleurs d'entrer en scène, menaçant de lever une armée si le gouvernement négociait avec les insurgés ; il serait, selon certains observateurs, une émanation de la police secrète (SHIK) restée aux ordres du président albanaise.

Le problème reste de toute façon que les insurgés souteussent, comme l'immense majorité des Albanais, ne semblent accorder aucun crédit à leurs hommes poli-

tiques, quel que soit leur parti. Si le champion de l'impopularité est actuellement Sali Berisha, les socialistes ne bénéficient pas d'un réel crédit auprès des désespérés qui ont pris les armes.

Par ailleurs, au fur et à mesure que la population ordinaire range les kalachnikovs à la maison, les bandits prennent le contrôle de la vie quotidienne. La crise politique se trouve ainsi mêlée à une véritable crise sécuritaire. Les tués ne sont plus seulement les victimes de balles perdues. Il y a désormais des meurtres en Albanie, des règlements de comptes, des enlèvements. Or l'explosion du gangstérisme ne favorise guère l'influence que commencent à avoir les comités populaires locaux.

De jour en jour, malgré le retour à un calme apparent, la loi du « chacun pour soi » semble se renforcer. Des milices apparaissent, sans que les gens sachent si elles sont liées au gouvernement socialiste, à la police secrète de M. Berisha, à telle ou telle force de police, telle ou telle mafia, tel ou tel clan. Chacun est armé. Chacun a peur. Il y a nettement moins de spectacles anarchiques dans les rues, mais le glissement de l'Albanie vers le chaos n'a été en aucun point résolu.

Rémy Ourdan

En Macédoine, la communauté albanaise, mal intégrée, se radicalise

ITTOVO

de notre envoyé spécial

La minorité albanaise en Macédoine, qui représente environ le quart des quelque deux millions d'habitants que compte le pays, est-elle en passe de se révolter ? Les dogmes nationalistes scandés par les manifestants de la ville de Tetovo, il y a quelques semaines, lors de la prise de fonctions de leur maire « légitime », c'est l'Albanie, dehors les Macédoiens !... La victoire éclatante, dans les villes où la communauté est majoritaire, du parti de la prospérité démocratique albanaise (PPDA), taillé aux élections locales de l'automne 1996, ou encore la constante présence d'un drapeau albanaise devant la mairie de l'une d'entre elles, Kostivar, apparaissent comme autant de signes inquiétants pour les observateurs.

Ce sentiment est évidemment renforcé par le fait que l'Albanie voisine traverse une période chaotique, même si les dirigeants des partis albanais de Macédoine se gardent de tout commentaire sur la situation à Tirana. Ils se contentent le plus souvent de souligner que la situation la bas s'améliore et que le gouvernement d'union nationale semble en avoir repris le contrôle.

L'aggravation des tensions au sein de la République de Macédoine apparaît à un observateur étranger comme « le plus gros problème actuel du pays ». Il souligne que « l'absence de développement de relations entre les deux principales communautés entraîne une dégradation réelle de leurs rapports. Les Macédoiens se



doutent que les Albanais ne demandent une autonomie ou une séparation pure et simple, et ces derniers craignent de devenir peu à peu des citoyens de deuxième rang. » La Macédoine n'est plus l'oasis de paix qu'elle était encore il y a quelques mois », affirme pour sa part un diplomate dans une allusion au fait que cette République a gagné sans violence son indépendance.

La création, par le président Kiril Gligorov, au lendemain de l'indépendance, d'une coalition de gouvernement incluant le Parti de la prospérité démocratique (PPD), albanaise mêlée avait fait naître l'espoir que s'ouvre une époque de consensus entre les deux communautés. Mais l'absence d'avancée notable

dans l'intégration de la minorité albanaise, conjuguée avec une pression directe de Tirana sur le principal parti qui la représente, avait déjà abouti, il y a deux ans, à la scission du PPD et à la naissance d'une formation plus radicale, le PPDA, aujourd'hui largement majoritaire. « Au point que le discours du PPD s'est, lui aussi, radicalisé, assure un journaliste macédonien, et que les membres de ce parti qui appartenaient encore au gouvernement, sont aujourd'hui très tentés de le quitter ».

« La situation se radicalise car les problèmes ne sont pas résolus », assure Alajdin Demiri, le porte-parole du PPDA qui vient de prendre ses fonctions de maire de Tetovo, une

ville située à une quarantaine de kilomètres de la capitale où les Albanais représentent 75 % de la population. « Notre langue n'est pas reconnue, et le pouvoir à Skopje fait tout son possible pour nier nos droits les plus élémentaires. Nous voulons aussi, poursuit M. Demiri, obtenir la légalisation de l'université que nous avons créée en 1994, ce que le gouvernement de Skopje refuse toujours obstinément. »

Cette université « sauvage » de Tetovo, « calquée » sur sa voisine de Pristina (la capitale de la province du Kosovo, en Serbie), fonctionne sur les mêmes principes. L'enseignement est assuré en albanais dans une douzaine de matières (philosophie, pharmacie, agriculture, économie, musique, mathématiques...). Le financement du budget, « de 3,5 millions de deutschemarks » (environ 12 millions de francs), provient essentiellement, selon le recteur, Fadil Sulejmani, « de la contribution modeste des Albanais résidant en Macédoine et de celle plus importante des expatriés ». Disséminée dans des maisons particulières, des garages et des sous-sols de résidences privées, l'université accueille toujours, selon le recteur, « 2 500 étudiants et plus de 200 professeurs ».

Même si ces chiffres semblent largement exagérés et si cette université est souvent considérée, à Skopje, « comme une simple coquille vide » ou « un organisme de recyclage de professeurs au chômage », sa reconnaissance officielle est devenue une exigence intangible des partis albanais, qui s'efforcent réguliè-

ment des qualificatifs dont on affuble ce qu'ils considèrent comme le symbole de leur autonomie pédagogique. L'un des vice-présidents du PPDA, Menduh Thaci, explique : « Mon père a pu me faire suivre un enseignement en Albanie jusqu'à la fin de mes études en médecine, que j'ai terminées à Pristina. Je ne pourrai pas assurer la même chose à mes enfants. »

L'abondance des armes en circulation dans l'Albanie voisine fait craindre un trafic qui pourrait profiter à des mouvements extrémistes

Devant ces exigences et les nombreuses mises en garde du parti albanais participant au pouvoir, qui voit son influence s'éroder au profit de son rival plus radical, le gouvernement macédonien a pris une mesure qui lui semblait destinée à contenter la communauté albanaise. Il a fait voter une loi autorisant l'enseignement en albanais à la faculté de pédagogie de Skopje. La décision a eu un effet désastreux. Elle n'a pas satisfait ceux à qui elle était destinée, qui l'ont jugée trop timide, et elle a provoqué des manifestations d'étu-

dants macédoiens et une grève de la faim d'une dizaine d'entre eux, protestant contre ce qu'ils estiment être un privilège indu. Soutenus par une pétition signée par quelque vingt mille personnes, les étudiants réclament la démission du ministre de l'éducation, Sofija Tokolova, et l'abrogation de la loi contestée, avec pour conséquence un antagonisme accru entre les jeunes des deux communautés.

Mais il y a plus grave : l'abondance des armes en circulation dans l'Albanie voisine depuis les émeutes de ces dernières semaines fait craindre que l'inévitable trafic à venir ne serve à armer certains Albanais de Macédoine, voire d'éventuelles milices paramilitaires du côté macédonien. Il y a deux ans, de nombreux réseaux avaient déjà été démantelés, alors que la source d'approvisionnement n'était pas aussi abondante qu'elle l'est aujourd'hui.

Cette inquiétude est partagée par les dirigeants du PPDA qui, comme Menduh Thaci, n'hésitent pas à affirmer que « les choses pourraient prendre une mauvaise voie et des groupes terroristes pourraient faire leur apparition ». Un scénario catastrophe que les diplomates veulent à priori exclure, ce qui exige toutefois, selon l'un d'eux, « une prise de conscience rapide de la communauté internationale ; car plus nous attendons pour aider à trouver un compromis entre les communautés de Macédoine, et plus la situation empirera ».

Denis Hautin-Guiraut